

Alençon : réunion d'information le 21 février pour dénoncer le choc des savoirs

Les syndicats de l'enseignement et les élus organisent une réunion d'information, mercredi 21 février 2024, à Alençon. Le rendez-vous portera sur la réforme du choc des savoirs.



Le corps enseignant se réunira, mercredi 21 février, à Alençon (Orne) pour manifester contre les mesures prévues pour la rentrée scolaire 2024.

Après s'être rassemblés devant la préfecture de l'Orne, mardi 13 février 2024, pour manifester contre la prochaine carte scolaire, élus et organisations syndicales organisent une réunion d'information publique, mercredi 21 février, de 18 h à 20 h, à la salle Baudelaire d'Alençon (Orne).

[Hommage à Robert Badinter à Alençon : "un avocat qui aimait la vie"](#)

Une réforme « nulle, moyenne et intello »

La réunion, portée par des enseignants du public, reviendra sur le choc des savoirs, mesure annoncée par Gabriel Attal en décembre dernier, lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale.

Les opposants qualifient le regroupement par niveau de réforme « nulle, moyenne, intello ».

Selon eux, la mise en place de la réforme serait synonyme de :

- Tri des élèves en maths et en français, étiquetés dès l'école primaire.
- Perte des repères pour les élèves (fin du groupe classe, difficultés à trouver des professeurs principaux, beaucoup de professeurs partagés sur plusieurs établissements...).
- Inégalité entre les élèves (des groupes restreints pour les « nuls » et des groupes surchargés pour les « moyens » et les « forts »).
- Perte d'une heure d'enseignement disciplinaire en technologie en 6e.
- Menace de la disparition des arts plastiques et de l'éducation musicale comme enseignement disciplinaire.

[« C'est un trésor patrimonial » : à Sées, une Bible unique du XVIIe siècle restaurée](#)

Tous les niveaux touchés

Toujours selon les enseignants, le choc des savoirs sonnerait la fin :

- Des options et des projets.
- Des groupes de sciences (fin de la pratique expérimentale).
- Des groupes de langues (fin de la pratique orale).
- De l'éducation aux médias.
- De l'accompagnement personnalisé (AP).

À l'unanimité, les élus et les organisations syndicales se sont prononcés contre les moyens insuffisants proposés par le gouvernement, notamment en école primaire, où 27 classes devraient être supprimées à la rentrée.

Le choc des savoirs touche aussi l'école primaire, car des professeurs seront contraints d'aller enseigner en collège et des manuels scolaires seront imposés aux enseignants. Les

enseignants

Ainsi, les syndicats, parents et élus souhaitent continuer la lutte contre les fermetures, la baisse des moyens et la « casse de l'école publique ».

Réunion d'information publique, mercredi 21 février 2024, de 18 h à 20 h, à la salle Baudelaire, 20, rue Porchaine, Alençon.